



M Le DASEN,  
Mesdames et Messieurs les membres au CSA-SD,

Mme Ollivier et Moi-même M Chapa, avons démissionné de la CGT éduc'action, nous démissions du CSA-SD, mais nous resterons siéger jusqu'à ce que bon nous semble, nous voulons continuer à participer aux différents votes, nous demandons à recevoir les documents, ...

Imagez Monsieur le DASEN, un instant que nous faisons cette déclaration pour de vraie et que nous ayons ces demandes, cela vous paraîtrait pour le moins original voir incongrue, voire franchement déplacé.

Eh bien voilà la situation politique de notre pays avec un président qui tripatouille les institutions et qui refuse le verdict des urnes ou sa politique a été rejeté...

Et que pensez de la conférence de presse lunaire de Mme Belloubay ministre démissionnaire (et j'insiste sur le démissionnaire) qui parle de donne une ligne politique et les consignes de la rentrée comme si de rien n'était. De ce fait les demandes faites, pas la ministre démissionnaire, notamment la mise place des évaluations nationales ne sont pas légitimes. Nous demandons, en intersyndicale large, aux enseignant.e.s de ne pas faire passer ces évaluations et/ou de ne pas faire remonter les résultats.

Nous maintenons à la CGT éduc'action35 ce que nous disions au csa-sd du 8 juillet dernier :

« Il faut changer de politique dans tous les domaines et notamment dans le domaine éducatif. Nous demandons l'application immédiate du programme du nouveau Front Populaire qui, étant la première coalition de notre pays, devrait logiquement arriver au pouvoir. Nous exigeons en 1er lieu l'abrogation de la réforme retraites et l'augmentation du SMIC. Nous demanderons au nouveau gouvernement le vote d'urgence d'un collectif budgétaire dans l'Éducation pour la rentrée 2024 qui s'annonce catastrophique en terme de moyens »

Nous n'oublions pas, pour notre part, que l'extrême-droite est toujours en embuscade, prête à accéder au pouvoir en surfant sur les différentes colères. A ce propos nous vous alertons sur un document reçu par certaines écoles et certains collègues du pays de Redon, document signé de la fine fleur du complotisme et de l'extrême-droite mail qui remet en cause les apprentissages, notamment l'éducation à la vie sexuelle et affective. Ce document menace directement, directrices, directeurs, enseignant.e.s. Comment allez-vous réagir pour rassurer les équipes pédagogiques ? Quelle politique de votre part contre ces groupuscules y compris au niveau judiciaire ?

Pour le président de la République, visiblement, préparer un budget 2025 restrictif ou préparer une rentrée scolaire, c'est « régler les affaires courantes ». Au-delà de la crise actuelle de régime, c'est nier l'importance des choix politiques à faire en matière notamment d'Éducation. En attendant, dans l'Éducation nationale, ce sont par exemple 8000 enseignant·es en moins depuis 2018, 21% de personnels administratifs de moins depuis 2007; C'est une crise du recrutement qui s'accroît, une réforme du lycée pro qui continue de violenter notre jeunesse et les enseignant.e.s, un « Choc de savoir » au service de la ségrégation sociale qui se poursuit malgré l'opposition unanime (et les multiples reculades locales dans les collèges), un « Pacte », boudé par les équipes mais toujours là, une politique d'évaluation et de contrôle des personnels et des élèves...

Nous nous exprimerons et revendiquerons dans la rue dès mardi 10 septembre prochain, mais surtout le 1<sup>er</sup> octobre dans le cadre d'une journée de grève l'interprofessionnelle qui rappellera nos revendications au gouvernement.

Enfin sur la carte scolaire, vous nous demandons M le DASEN de répondre favorablement à toutes les écoles qui demandent une ouverture ou de non fermeture.